

freeman governmental and nonprofit accounting

by robert freeman · Language: FR

Summary by booksummaryai.com —

<https://booksummaryai.com/country/fr/freeman-governmental-and-nonprofit-accounting-resume>

Summary

En 60 secondes

Freeman vous guide à travers la manière dont les gouvernements et les organisations à but non lucratif comptabilisent l'argent quand le profit n'est pas l'objectif. Vous apprenez la comptabilité par fonds, les particularités de la comptabilité d'exercice modifiée, et pourquoi les budgets priment sur les bilans dans les administrations publiques. Le livre couvre les fonds des gouvernements étatiques et locaux, les rapports fédéraux et les états financiers des organisations à but non lucratif. À la fin, vous pouvez lire le rapport financier annuel d'une ville ou le formulaire 990 d'une association caritative sans broncher.

Pourquoi le lire

L'argent public obéit à des règles différentes de l'argent des entreprises, et ce livre les explique sans noyer le lecteur sous le jargon. Il importe pour les étudiants en comptabilité, les auditeurs, les services financiers municipaux, les trésoriers d'organisations à but non lucratif, et quiconque prépare les examens CPA ou CGA et a besoin d'une couverture des secteurs gouvernemental et non lucratif. Si vous avez déjà fixé un état financier public en vous sentant perdu, voici votre carte.

Les idées clés

La comptabilité par fonds : des caisses séparées pour des promesses séparées

Freeman montre comment la comptabilité par fonds scinde un compte bancaire unique en entités budgétaires distinctes, chacune avec son propre grand livre, son propre budget et ses propres règles de dépense. Le fonds général couvre les services quotidiens, les fonds de revenus spéciaux suivent les subventions à affectation limitée, les fonds de projets d'investissement conservent le produit des obligations.

Les gouvernements ne réalisent pas de bénéfices, ils tiennent des promesses, si bien que leur comptabilité doit prouver la conformité plutôt que la performance. Chaque fonds est un ensemble de comptes équilibré en lui-même, représentant un accord juridique entre les contribuables et l'État. Cette structure déconcerte les débutants qui s'attendent à un grand compte de résultat unique. L'objectif n'est pas la complexité pour la complexité ; c'est la

redevabilité, afin que chaque dollar affecté puisse être suivi de sa réception à son usage sans toucher à ses voisins.

À essayer: Prenez le rapport annuel de votre ville ou de votre université et comptez combien de fonds distincts il présente ; notez quel fonds concentre la plus grande part des dépenses.

La comptabilité d'exercice modifiée : l'horloge qui ne compte que les liquidités qui comptent

Freeman détaille la façon dont les fonds publics utilisent la comptabilité d'exercice modifiée, en comptabilisant les produits lorsqu'ils sont à la fois recouvrables et disponibles assez tôt pour payer les factures de l'année, tandis que les charges sont constatées au moment où la dette est engagée. Résultat : le résultat du fonds général reflète des ressources dépensables, non des promesses sur papier, ce qui est exactement ce dont un conseil a besoin pour voter le budget de l'année suivante.

La comptabilité des entreprises demande ce que vous avez gagné ; la comptabilité des fonds publics demande ce que vous pouvez dépenser. La comptabilité d'exercice modifiée existe parce qu'une assemblée vote des crédits en fonction des ressources disponibles, non du revenu économique. C'est pourquoi les actifs et les dettes à long terme se situent entièrement hors des états financiers des fonds publics. Une fois que vous percevez le budget comme le moteur, les règles de temporalité étranges cessent de paraître arbitraires et commencent à paraître rationnelles.

À essayer: Prenez une seule opération, par exemple une subvention accordée en juin mais reçue en juillet, et notez à quel moment chaque base comptable enregistrerait le produit.

Le budget, c'est la loi

Freeman décrit comment les gouvernements enregistrent formellement le budget adopté dans le grand livre, avec les produits estimés au débit et les crédits budgétaires au crédit, de sorte que le dépassement d'une ligne budgétaire est littéralement bloqué ou signalé avant même de se produire. Résultat : le système comptable lui-même fait respecter la volonté de l'assemblée élue, et le rapprochement budget-réel devient le rapport le plus scruté du bâtiment.

Aucune entreprise n'inscrit son budget dans ses livres, mais un gouvernement le doit, parce que les crédits votés ont force de loi. Cela inverse la hiérarchie habituelle : le document budgétaire et son respect comptent plus que le compte de résultat. Les engagements ajoutent une couche supplémentaire, en réservant les fonds dès la signature d'un bon de commande, avant l'existence de toute facture. C'est la comptabilité comme mécanisme de contrôle, et pas seulement de reporting.

À essayer: Repérez le tableau budget-réel dans les états financiers d'une collectivité locale et identifiez l'écart le plus important entre crédits votés et dépenses réelles.

Lire un CAFR sans crainte

Les chapitres de Freeman sur l'information financière passent en revue les trois sections d'un rapport financier annuel complet : introductive, financière et statistique.

Le CAFR est conçu pour la redevabilité selon trois perspectives : le détail par fonds, les totaux à l'échelle de l'ensemble de la collectivité et le contexte statistique de long terme. Les rapprochements entre ces vues sont le lieu de la plupart des confusions, et celui où se cachent la plupart des réponses utiles. Apprendre l'architecture transforme un document intimidant en document lisible. Cette compétence dépasse le secteur public ; la même logique à étages apparaît aussi dans l'information financière des associations à but non lucratif.

À essayer: Téléchargez un CAFR depuis le site web d'une municipalité et lisez d'abord uniquement la section MD&A ; vous obtiendrez l'histoire de l'année en dix pages.

Les fonds à caractère commercial : quand l'État se comporte comme une entreprise

Freeman montre comment les fonds de services publics et les fonds de services internes recourent à la comptabilité d'exercice intégrale, avec comptes de résultat et immobilisations au bilan.

Quand une collectivité facture directement les usagers d'un service, une comptabilité de type commercial donne une image honnête de la question de savoir si les redevances couvrent les coûts. La comptabilité d'exercice intégrale saisit l'amortissement, la dette et le coût réel du service, ce que la comptabilité par fonds brouillerait. Cette scission révèle les subventions croisées que les contribuables méritent de voir. Elle explique aussi pourquoi les audiences de fixation des tarifs s'appuient sur les états des fonds à caractère commercial plutôt que sur le fonds général.

À essayer: Vérifiez si votre service local d'eau ou de transport publie un état d'un fonds de services publics, et voyez si les produits d'exploitation excèdent les charges d'exploitation.

Les fonds fiduciaires : de l'argent détenu pour autrui

Freeman explique les fonds fiduciaires, qui comptabilisent les ressources que la collectivité détient à titre de fiduciaire ou de dépositaire, depuis les fonds de pension jusqu'aux impôts collectés pour le compte d'autres organismes.

La fiducie exige une posture comptable différente : signaler ce qui est détenu et comment c'est investi, ne jamais se l'approprier. Les ressources fiduciaires se situent hors des états à l'échelle de la collectivité précisément parce qu'elles ne lui appartiennent pas. La comptabilité des fonds de pension ajoute ses propres complications à long terme, avec ses données actuarielles. Le principe est simple et ancien : ne jamais mêler les livres du dépositaire à ceux du propriétaire.

À essayer: Demandez-vous si le fonds de pension de votre employeur ou le régime de retraite des employés de votre ville publie un rapport fiduciaire distinct, et examinez son ratio de financement.

Les immobilisations et la dette à long terme vivent dans une autre pièce

Freeman explique la scission : les fonds publics comptent en charges les dépenses d'immobilisations immédiatement, selon la base d'exercice modifiée, tandis que les états à l'échelle de la collectivité inscrivent ce même achat à l'actif et l'amortissent sur sa durée de vie. Les obligations à long terme suivent le schéma miroir : elles figurent au passif des états à l'échelle de la collectivité, mais pas dans les états des fonds avant leur échéance. Résultat : deux images fidèles de la même ville, chacune répondant à une question différente.

Ce traitement à deux voies déroute tout le monde au premier abord, mais il devient cohérent dès qu'on se rappelle la question à laquelle répond chaque état. Les états des fonds répondent à : quelles ressources pouvons-nous dépenser cette année ? Les états à l'échelle de la collectivité répondent à : qu'avons-nous accumulé et dû au fil du temps ? Des tableaux de rapprochement font le pont entre les deux, et apprendre à les lire est la compétence la plus précieuse qui soit en matière de présentation de l'information financière publique.

À essayer: Repérez le tableau de rapprochement dans les états financiers d'une collectivité et suivez un poste, comme les dépenses d'immobilisations, de la vision par fonds à la vision à l'échelle de la collectivité.

Les organismes sans but lucratif : des actifs nets plutôt que des propriétaires

Les chapitres de Freeman sur les organismes sans but lucratif montrent qu'il n'y a ni propriétaires ni bénéfices non répartis, seulement des actifs nets classés selon les restrictions : sans restrictions des donateurs, avec restrictions des donateurs, et, auparavant, la catégorie permanente.

Sans actionnaires, les organismes sans but lucratif mesurent leur réussite à l'accomplissement de leur mission et à la bonne gestion des ressources, si bien que leurs états mettent l'accent sur les catégories d'actifs nets et sur l'intention des donateurs. Les restrictions viennent des donateurs, pas de la direction, et seuls les donateurs peuvent les lever. Cette forme juridique commande tout, de la présentation des états aux politiques de dépense des fonds de dotation. La comprendre change la façon dont vous lisez chaque bilan d'organisme sans but lucratif.

À essayer: Cherchez une œuvre de bienfaisance que vous soutenez et trouvez son état de la situation financière ; déterminez quelle part de ses actifs nets est assortie de restrictions des donateurs.

Le formulaire 990 : le bulletin public de l'organisme sans but lucratif

Freeman couvre ce que le formulaire divulgue : les sources de revenus, les dépenses de programmes par rapport aux dépenses administratives, la rémunération des dirigeants et les opérations avec des parties liées.

Le 990 transforme la conformité fiscale en redevabilité publique, ce qui façonne la façon dont les organismes sans but lucratif gèrent leurs finances tout au long de l'année. Des ratios comme le

pourcentage de dépenses de programmes sont scrutés, parfois injustement, mais l'obligation de divulgation tient les organisations en haleine. Connaître la structure du formulaire vous aide à évaluer n'importe quelle œuvre de bienfaisance en quelques minutes. C'est l'un des rares documents financiers conçus pour être lus par le grand public.

À essayer: Cherchez en ligne le formulaire 990 d'un organisme sans but lucratif et comparez son pourcentage de dépenses de programmes à celui d'autres organismes du même domaine.

Collèges, hôpitaux et leurs dialectes comptables propres

Les chapitres sectoriels de Freeman expliquent comment les collèges publics peuvent suivre les normes gouvernementales tandis que les privés appliquent les normes des organismes à but non lucratif, et comment les hôpitaux présentent les revenus des services aux patients nets des déductions contractuelles. Chaque secteur a ses propres formats d'états financiers et sa terminologie.

« À but non lucratif » ne signifie pas une solution unique ; les sous-groupes du secteur ont chacun développé des traditions de présentation distinctes. La santé traite des payeurs tiers et de l'estimation des revenus, l'enseignement supérieur des dotations à affectation limitée et de l'aide aux étudiants. Savoir quelles normes s'appliquent à quel type d'entité évite de vraies erreurs, surtout quand les organisations fusionnent ou changent de forme juridique. Le règlement suit le caractère juridique de l'entité.

À essayer: Comparez les formats de rapports annuels d'une université publique et d'un hôpital privé pour repérer comment leurs structures d'états financiers diffèrent.

L'audit sous les yeux du public : audits uniques et redevabilité

Freeman couvre l'audit gouvernemental, y compris les audits soumis aux exigences fédérales du « single audit », qui examinent à la fois les états financiers et la conformité aux grands programmes fédéraux.

La redevabilité publique étend le travail de l'auditeur au-delà de l'opinion sur les chiffres : il doit rendre compte de la conformité aux lois et aux conditions des subventions. C'est pourquoi les rapports d'audit gouvernementaux se lisent différemment, avec des constats, des coûts contestés et des recommandations. Le public visé comprend les citoyens et les législateurs, pas seulement les créanciers. Pour quiconque travaille en finances publiques, comprendre ce que les auditeurs recherchent est un savoir défensif qui vaut la peine d'être acquis.

À essayer: Lisez en ligne la section des constats de n'importe quel rapport public de single audit ; chacun raconte l'histoire d'un contrôle qui a failli.

La comptabilité fédérale : les livres propres de l'État

Les chapitres fédéraux de Freeman présentent la manière dont le gouvernement américain comptabilise ses opérations, avec ses propres entités à présenter et ses propres normes,

distinctes du modèle étatique et local que le lecteur vient d'appivoiser. Résultat : le lecteur voit que la « comptabilité gouvernementale » n'est pas un système unique mais une famille de systèmes, chacun adapté au niveau de gouvernement qu'il sert.

La gestion financière fédérale s'est développée séparément des pratiques étatiques et locales, avec des normalisateurs et des formats d'états différents. Les deux systèmes partagent un ADN commun — les concepts de fonds et les objectifs de redevabilité — mais le vocabulaire et la structure divergent. Maîtriser les deux importe, car les subventions fédérales s'inscrivent dans les comptes étatiques et locaux, obligeant les praticiens à traduire constamment entre les référentiels. Cette compétence de traduction est rare et recherchée.

À essayer: Comparez le format des états financiers d'une agence fédérale au CAFR de votre État et notez trois différences structurelles que vous observez.

Le solde des fonds : le chiffre que tout le monde surveille

Le traitement par Freeman de la classification du solde des fonds montre pourquoi ce chiffre n'est pas un chiffre unique : des portions sont liées à des contraintes externes, engagées par le conseil, affectées par la direction, ou véritablement non affectées. Les règles de dépenses suivent une hiérarchie, utilisant les ressources affectées avant les ressources non affectées.

La classification du solde des fonds existe pour empêcher les gouvernements de compter deux fois leur marge de manœuvre. Les catégories, de « non dépensable » à « non affecté », vous disent ce qui est réellement disponible pour les décisions de l'année suivante. C'est l'équivalent gouvernemental de la liquidité, mais avec des clôtures juridiques autour de chaque portion.

À essayer: Trouvez la note sur le solde des fonds de votre ville et calculez quel pourcentage du solde du fonds général est réellement non affecté et dépensable.

Limites

L'ampleur du livre est son fardeau : couvrir la comptabilité étatique, locale, fédérale et celle des organisations à but non lucratif signifie que certains sujets reçoivent un traitement de survol là où les praticiens souhaiteraient de la profondeur. Les exemples et les normes reflètent l'époque de l'édition que vous avez entre les mains, et les normes gouvernementales changent assez souvent pour que les lecteurs vérifient les déclarations en vigueur. Les étudiants en quête d'études de cas vivantes ou de souffle narratif pourront trouver le ton aride et technique. Ceux qui n'ont pas de bases en comptabilité devraient d'abord maîtriser les concepts de comptabilité d'exercice, sinon les discussions sur la comptabilité d'exercice modifiée sembleront être une langue étrangère.

En une phrase

Quand le profit n'est pas le but, la comptabilité devient la preuve que le pouvoir a tenu ses promesses.

Pour qui

Les étudiants en comptabilité confrontés aux sections d'examen sur le secteur gouvernemental et non lucratif, ainsi que les praticiens des services financiers municipaux, de la direction d'organisations à but non lucratif et de l'audit public. Également précieux pour les membres de conseils d'administration et les journalistes qui doivent décoder les états financiers publics.